

<https://www.pressegauche.org/QUEBEC-SOLIDAIRE-ET-LE-PARTI-QUEBECOIS-FRERES-OU-COUSINS>



QUÉBEC SOLIDAIRE ET LE PARTI QUÉBÉCOIS : FRÈRES OU COUSINS ?

- Opinions -

Date de mise en ligne : mardi 14 décembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Ces deux partis indépendantistes pataugent entre les 10% et les 18% du vote populaire, au gré des sondages. Québec solidaire (QS), la petite formation fondé en 2006 par la fusion de l'Union des forces populaires (l'UFP) et d'Option citoyenne, devance en ce moment de quelques points le Parti québécois (13% contre 11%). Les libéraux, eux, ont repris du poil de la bête et atteignent désormais les 20% d'appui populaire.

Les trois partis d'opposition (j'en exclus le Parti conservateur d'Éric Duhaine qui n'a encore fait élire aucun député à l'Assemblée nationale et n'a remporté que 1.46%% du vote aux générales de 2018 ; la seule députée conservatrice à l'Assemblée nationale est Claire Samson, une transfuge de la Coalition avenir Québec, qui a fait le saut chez les conservateurs en juin 2021) totalisent donc mis ensemble 44% des voix. Les deux formations indépendantistes, Québec solidaire et le Parti québécois, vont chercher à elles deux 24% d'appuis.

Quant à la Coalition avenir Québec (la CAQ), ses soutiens demeurent au beau fixe : 46%. Son nationalisme autonomiste, ses politiques plutôt louvoyantes et l'image bon enfant que projette le premier ministre François Legault expliquent en bonne partie le relatif rayonnement dont il bénéficie.

Dans ce contexte, un rapprochement est-il possible ou même souhaitable entre Québec solidaire et le Parti québécois ? Un indépendantiste de stricte obédience répondrait sans doute par la positive ; un socialiste ou même un simple social-démocrate peut hésiter à bon droit. Pourquoi ces deux formations ne parviennent-elles pas à une forme d'entente ou de compromis ?

Un certain nombre de facteurs expliquent cet éloignement des deux partis indépendantistes.

Tout d'abord, on ne peut que constater le déclin prononcé de l'ancien grand parti mis sur pied par René Lévesque et sa garde rapprochée en 1968. Le Parti québécois a gouverné le Québec de la fin de 1976 à 1985, de 1994 à 2003 et brièvement de septembre 2012 à avril 2014. Québec solidaire n'a jamais accédé au pouvoir même si par ailleurs il a connu une ascension assez remarquable entre 2006 et 2018. Parti de très peu en 2006, Il est devenu depuis un acteur majeur sur la scène politique québécoise en dépit d'une récolte de votes assez modeste (16.8% en 2018).

Alors, qu'est-ce qui peut les rapprocher mais les éloigne en même temps ?

Le principal facteur de rapprochement est bien entendu l'indépendantisme, tout spécialement du côté du Parti québécois dont c'est la raison d'être.

Québec solidaire, lui, a vu le jour davantage pour des motifs de politiques redistributives et de lutte contre le capitalisme (surtout sous sa version rétrolibérale). Il assume la question nationale québécoise mais sans en faire un enjeu central. Tous ses membres ne sont d'ailleurs pas indépendantistes, certains d'entre eux plutôt autonomistes et ce pour diverses raisons qu'il serait trop long d'énumérer ici.

Ensuite et surtout peut-être, le passage au pouvoir du Parti québécois, en particulier à partir d'avril 1981 a laissé bien des souvenirs amers à l'électorat. Le ralliement brutal et non annoncé du cabinet Lévesque à ce qu'on devait appeler par la suite le néolibéralisme a fait très mal aux travailleurs et travailleuses à cause des multiples compressions budgétaires assénées sans crier gare par Lévesque et consorts. Cela a valu au Parti québécois une retentissante défaite aux générales de 1985. Toutefois, l'orientation rétrolibérale péquiste s'est confirmée sous le règne de Lucien Bouchard (1996 à 2001), un ancien ministre fédéral conservateur de l'Environnement ayant fait le saut en politique provinciale. Il argumentait qu'un budget équilibré et l'atteinte du fameux "déficit zéro" constituaient un préalable à l'accession ordonnée du Québec à l'indépendance. Son successeur Bernard Landry ne pensait guère autrement et n'est pas revenu sur les compressions budgétaires de Bouchard. L'éphémère gouvernement Marois

n'a pas pu faire grand chose mais n'a pas renié les orientations restrictives de ses prédécesseurs, devenues pour ainsi dire une tradition dans le parti depuis la décennie 1980.

En résumé, le Parti québécois s'est discrédité (ce qui dans la foulée, a affecté l'option souverainiste) par ses mesures répétées d'austérité. C'est en réaction à ces politiques que des militants syndicaux et communautaires ont fondé Québec solidaire. Le Parti québécois a ainsi perdu ce qui restait de son aile gauche sociale.

Québec solidaire met beaucoup plus l'accent sur la défense de la social-démocratie et de l'environnement que sur l'indépendance.

Le Parti québécois laisse l'impression de se chercher une raison d'exister. Si certains critiques ont pu faire remarquer que la notion de "justice sociale" au plein sens du terme ne pouvait se concevoir sans prendre en compte la dimension nationale puisqu'elle nécessite des pouvoirs accrus pour le Québec, on peut répliquer que le courant souverainiste n'est pas capable à lui seul de rallier tous les progressistes du Québec. Il faut y adjoindre un projet de société stimulant fondé sur des politiques redistributives plus justes et un pouvoir plus étendu pour les travailleurs et travailleuses. Par son adhésion au rétrolibéralisme, le Parti québécois s'est discrédité auprès d'une assez large fraction de l'électorat.

Bref, Québec solidaire et le Parti québécois possèdent chacun ce qui manque à l'autre : le premier affiche une orientation sociale et économique progressiste mais sans trop insister sur l'indépendantisme et le second tente de donner un second souffle à l'indépendantisme mais n'a pas rompu (du moins pas ouvertement) avec le rétrolibéralisme. Il peut aussi faire valoir une tradition de pouvoir qui manque à Québec solidaire.

Les deux partis n'évoluent pas sur le même terrain. Ils donnent l'impression d'être des cousins plutôt que des frères. À moins d'une improbable alliance ou d'une fusion encore plus impensable entre les deux, l'un devra tasser l'autre pour avoir une chance de rallier à la fois progressistes sociaux et nationalistes ; ce serait la seule chance de présenter alors un front uni de gauche contre la CAQ et les libéraux.

On peut moins me semble-t-il, parler de "guerre fratricide" entre péquistes et solidaires que de conflit "cousinicide" (excusez le barbarisme).

Jean-François Delisle